

Les politiques culturelles des petites villes : entre standardisation, différenciation et expérimentation

La demande de l'Association des petites villes de France (APVF) faite à l'Observatoire des politiques culturelles d'actualiser un guide publié il y a une dizaine d'années, fournit l'occasion de revisiter en profondeur l'action culturelle de cet ensemble de collectivités et l'évolution de leurs politiques dans ce domaine.

La nouvelle édition du guide s'est appuyée sur un travail empirique inscrit dans deux types de démarches : le recueil de débats et de témoignages lors de colloques régionaux organisés par l'APVF et l'OPC ; un travail d'enquêtes et d'entretiens auprès d'une large variété d'interlocuteurs des petites villes (maires, adjoints, directeurs de services, professionnels de la culture), chacun renvoyant à des problématiques propres à son territoire et à son statut. Les villes de moins de 20 000 habitants présentent un ensemble hétérogène, tant par leur taille, que par leur positionnement dans le maillage territorial, l'urbanisation de leur espace environnant, les dynamiques régionales dans lesquelles elles s'inscrivent. Cette diversité n'empêche pas, néanmoins, d'identifier des enjeux partagés, relatifs à de profondes recompositions territoriales en cours et qui ont d'inévitables répercussions sur les politiques culturelles suivies.

Qu'elles soient ville-centre, ville de banlieue ou qu'elles jouent le rôle de « ville-porte » entre le rural et l'urbain, les petites villes n'échappent pas, dans leur ensemble, à trois types de mutations : économiques (développement des activités de services), sociodémographiques (généralisation des classes moyennes, importantes migrations résidentielles), administratives et institutionnelles (création de nouveaux périmètres d'intercommunalité intégrés dans les territoires dits « de projet »).

En écho à ces mutations territoriales, des évolutions marquées concernent la place des initiatives culturelles dans les politiques locales de ces petites villes. Enjeux de développement économique, de cohésion sociale, de requalification urbaine et, plus largement, enjeux identitaires pour des territoires dont les sociétés urbaines se renouvellent : au-delà d'un débat trop convenu sur les risques de son instrumentalisation, la culture s'impose comme un axe structurant d'intervention dans les petites villes, avec une aptitude relevée à explorer de nouvelles modalités d'action, voire un certain goût pour l'expérimentation (intégration des artistes dans la vie de la cité, renouvellement des lieux culturels, promotion de la pluridisciplinarité...).

Les petites villes entrent dans la cour des grandes...

Les petites villes sont restées, pendant plusieurs décennies, sur des initiatives culturelles modestes, aussi bien dans les ambitions affichées que dans les modalités d'intervention mises en oeuvre ou les types d'actions privilégiés. Sans vouloir assimiler les politiques culturelles des petites villes au « jeu du catalogue » mis en évidence par Ph. Urfalino et E. Friedberg à propos des métropoles régionales, il n'en demeure pas moins que les petites villes s'approprient progressivement les logiques de développement culturel qu'ont acquis leurs « grandes soeurs » dans les années 70 et 80.

S'il est difficile d'établir une chronologie systématique, commune à l'ensemble des petites villes, trois étapes se distinguent néanmoins clairement.

- La première est un élargissement des secteurs d'intervention. Au patrimoine et à la lecture publique – deux piliers de la vie culturelle locale – s'en ajoutent progressivement d'autres, en particulier dans les domaines du spectacle vivant et des enseignements artistiques. Le développement de nouveaux équipements va de pair avec cet élargissement sectoriel : salles de spectacles, lieux de monstration, écoles d'enseignement artistique, constituent autant de points d'appuis pour passer d'une politique d'accompagnement de la vie associative à une politique culturelle aux multiples facettes. Cette extension est complétée par une implication des petites villes dans l'événementiel, moment privilégié de mise en scène de la vie locale, mais aussi occasion d'élargir les publics et de favoriser l'interdisciplinarité.

- La deuxième étape du « parcours initiatique » est le plus souvent marquée par la professionnalisation de la politique culturelle locale. Si, dans un grand nombre de petites villes, l'acteur clé est l'adjoint(e) à la culture, de nombreuses municipalités réussissent à se doter d'une aide technique et administrative, en créant un véritable service culturel.

Une option intermédiaire est le soutien à un équipement phare animé par une équipe de professionnels (directeur de programmation, techniciens).

- La présence de professionnels aboutit généralement à donner une place accrue à la création artistique. L'accueil en résidence constitue l'une des formes privilégiées de cette évolution, mais il existe d'autres modes intéressants de collaboration avec les artistes : reconnaissance de talents locaux, expérimentations dans l'éducation artistique, ou encore implication directe de l'équipe municipale en faveur de la création (commande d'oeuvres, reconnaissance d'associations de promotion artistique, etc.). À l'instar de villes plus grandes, les petites s'appuient volontiers aujourd'hui sur cet aspect pour développer une spécificité artistique apte à promouvoir leur identité et à se différencier des communes voisines, en particulier dans les couronnes de banlieue des grandes agglomérations.

« Small is beautiful » ?

Malgré une certaine banalisation des interventions municipales, les petites villes conservent des caractéristiques spécifiques liées à leur taille. Ainsi les professionnels de la culture évoquent-ils fréquemment une échelle territoriale favorable au développement de leur action et aux pratiques d'interconnaissance des habitants. La vision des publics est souvent moins segmentée ici qu'elle ne l'est dans les grandes villes : les « habitants » tendent à remplacer les « publics », en particulier dans le cadre d'actions hors les murs. Les ambitions mesurées que portent les équipements donnent de surcroît un cadre temporel et des conditions matérielles favorables à la recherche de nouvelles formes d'expression artistique.

Autre particularité, moins favorable *a priori*, la faiblesse ou la modestie des budgets des petites villes influence indubitablement les initiatives culturelles. La culture demeure, dans nombre de collectivités, une variable d'ajustement, sur laquelle l'adjoint(e) doit se battre sans relâche... Mais, en parallèle, les incertitudes et la fragilité des budgets incitent à construire des partenariats originaux, tant pour optimiser les dépenses (équipements pluridisciplinaires, diversification des partenariats avec les équipements publics de la collectivité...) que pour diversifier les recettes (dispositifs territoriaux divers, partenariats avec le secteur marchand...). Il en résulte un certain élargissement des lieux et des destinataires de l'action culturelle municipale, ainsi que le renouvellement des priorités, l'exemple le plus probant étant celui du développement des actions de sensibilisation et de valorisation du patrimoine, alors que, auparavant, la « mise sous cloche » protectrice était souvent courante.

Questions en suspens ou l'apprentissage en continu

La tendance à la standardisation évoquée ci-dessus n'exclut pas le maintien de fortes disparités quant au contenu des politiques culturelles, mais aussi et surtout quant aux acteurs impliqués et à l'échelle d'emprise de l'action. En premier lieu, un débat anime les équipes municipales concernant la place à accorder au milieu associatif. Alors que la plupart des municipalités envisagent la dynamique associative comme un atout privilégié – sans être exclusif – pour la mise en oeuvre du projet culturel local, d'autres sont sur une position plus en retrait, oscillant entre un laisser-faire intégral au profit des associations et une délégation de service public plus ou moins élargie. La question de la subsidiarité est loin d'être tranchée...

Sur un autre plan, la délégation de la compétence culturelle aux intercommunalités ne constitue pas une démarche aisée, dans les petites villes comme ailleurs. La dimension symbolique et politique de l'action culturelle reste, en effet, importante aux yeux des élus de nombreuses communes. La recherche du territoire pertinent et d'une répartition efficace des compétences nécessite autant de diplomatie que de persévérance.

D'autres interrogations sont relatives aux orientations de l'action culturelle elle-même. Que convient-il de favoriser : proximité ou rayonnement ? Espace politique ou territoire de vie ? De nombreuses municipalités ont pris acte d'un nécessaire déplacement de l'enjeu, considérant que la qualité était facteur de rayonnement, même quand les actions restaient modestes. Pour autant, certains choix restent déterminants : le développement d'interventions artistiques en crèche ou en maison de retraite n'aura pas le même impact que l'élaboration d'une saison de diffusion en danse contemporaine...

Un dernier grand point de distinction est la capacité inégale des petites villes à construire des partenariats pour développer leur politique culturelle. Celle-ci dépend évidemment largement des souhaits de la population locale, du contexte socio-économique et de l'existence ou non de marges de manœuvres financières. Pour autant, les opportunités que créent les collaborations/coopérations avec les différents échelons et services institutionnels se révèlent souvent décisives (intercommunalité, Département, Région, services déconcentrés de l'État, Union européenne). Cette logique d'apprentissage en continu, dans un paysage déjà bien balisé, peut être interprétée

comme le signe d'une réelle maturité des petites villes qui, dans leur majorité, refusent de s'appuyer sur des recettes convenues et stéréotypées pour développer leur politique culturelle.

La diversité de leurs initiatives et leur volonté d'expérimentation en font d'ailleurs, dès aujourd'hui, un acteur de choix pour participer au renouvellement – nécessaire et obligé – des politiques culturelles territoriales.

Alain Lefebvre

**Professeur émérite en aménagement-urbanisme, chercheur associé
au GRESOC, Université de Toulouse-Le Mirail**

Mariette Sibertin-Blanc

**Maître de conférences en aménagement-urbanisme, UMR-CNRS
CIRUS-CIEU, Université de Toulouse-Le Mirail**

1 J. Perret, *Guide de l'action culturelle des petites villes*, Observatoire des politiques culturelles, 1998 (1ère édition en 1995)